

position en fin de semaine, du moins d'après ce que j'en ai lu dans la presse. J'ajoute ce dernier commentaire parce que je ne voudrais pas lui attribuer des propos que la presse peut ne pas avoir rapportés fidèlement.

Je pense que nous partageons tous l'avis du député de York-Nord lorsqu'il déclare que ce bill ne constitue en rien une réforme fiscale. Il aurait en outre déclaré qu'il était impossible d'instaurer une fiscalité raisonnable sans connaître nos objectifs économiques; de cela, je conviens également. Selon les journaux il aurait dit aussi que le gouvernement n'avait aucun objectif économique, qu'il nous présentait une mesure fiscale fragmentaire, qu'il adoptait une approche fragmentaire à l'égard de la loi sur la concurrence et qu'il s'attaquait probablement de façon fragmentaire au problème de l'appartenance étrangère, je suis d'accord. Voilà des mois que nous nous évertuons à le lui faire comprendre. Je me demande combien de ses partisans éprouvent le même sentiment.

M. McBride: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. En mentionnant le député de York-Nord je me demande si le chef de l'opposition ne voulait pas parler du député de York-Simcoe (M. Roberts).

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, tant de députés sont actuellement en désaccord avec le gouvernement qu'il est difficile de se souvenir de tous. J'accepte avec plaisir la mise au point du député de Lanark. Je pense que c'était le député de York-Simcoe. Je remercie le député de son utile remarque. J'accueillerais avec plaisir toute mise au point de sa part. J'estime que le député que j'ai mentionné a eu recours à des arguments particulièrement convaincants.

Une voix: Pourquoi ne citez-vous pas Hees?

L'hon. M. Hees: Il l'a fait.

L'hon. M. Stanfield: Sans objectif ni stratégie économique il est impossible de mettre au point une réforme fiscale efficace. Je me demande combien d'autres députés n'appuient pas le gouvernement et sont d'accord avec le député de York-Simcoe. Si c'est le cas de certains, qu'ils aient le courage de faire savoir à la Chambre et au public ce qu'ils pensent de cette mesure. Dans l'intérêt de la population canadienne et de notre économie je leur demande et, en fait je les somme de le faire sans plus de délai.

Une des caractéristiques les plus incroyables de cette mesure c'est qu'au moment même où on forçait le Parlement et le public à l'accepter le gouvernement annonçait calmement qu'il avait l'intention d'y apporter d'autres changements. Cela avait évidemment en partie pour objectif de parer à toute démarche du Sénat. Je suppose que le ministre est en train de conférer secrètement avec le Sénat mais c'est à ce dernier à s'arranger et non pas à moi. Bien sûr, quantité d'amendements supplémentaires seront apportés à ce bill. D'autres ont été annoncés même après que le ministre ait ouvert les délibérations en troisième lecture à la suite de la clôture à l'étape du comité et qu'on nous ait indiqué qu'on recourrait à la clôture à l'étape de la troisième lecture. Jusqu'où le gouvernement peut-il mépriser ses propres partisans à la Chambre et la loi elle-même?

Bien sûr on apportera de nombreux autres amendements au bill mais le ministre des Finances, pour se défendre, déclare qu'on ne peut savoir dans quelle mesure il sera nécessaire de le modifier tant qu'on n'en aura pas fait l'essai avec le public canadien. Est-ce concevable? Le ministre des Finances insiste pour que le bill soit adopté

rapidement, avec tous les amendements qui y ont été apportés, bien que de nombreuses dispositions en demeurent incompréhensibles pour tous. Il justifie cette hâte, en disant que nous ne saurons pas quels amendements il faudra apporter avant d'avoir fait l'expérience sur les Canadiens. Monsieur l'Orateur, sans le vouloir, le ministre des Finances résume la vraie attitude du gouvernement envers le contribuable canadien: il servira à loisir de cobaye.

• (3.50 p.m.)

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le gouvernement a accusé l'opposition officielle de se livrer à l'obstructionnisme. Le ministre a pris soin d'exclure les députés conservateurs des remerciements excessifs dont il a comblé tous et chacun dans un rayon de dix milles à la ronde, vendredi dernier. A vrai dire, je lui suis reconnaissant de nous avoir épargné ses éloges, car j'en aurais été gêné. Mais, de notre part, forcer le gouvernement à revenir sur une bonne partie du Livre blanc initial n'était sûrement pas in mince apport à notre réforme fiscale.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Stanfield: Les vis-à-vis semblent assez excités, monsieur l'Orateur. S'ils s'exaltaient un peu moins sur mes propos et un peu plus sur les égards dus aux contribuables canadiens, ils se justifieraient davantage de demeurer au pouvoir.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je puis certainement me dispenser des remerciements du ministre des Finances. Je préférerais recevoir ceux des Canadiens lorsqu'ils auront compris à quel point nous avons lutté contre cette mesure monstrueuse qui s'abattra apparemment sur nous le 1^{er} janvier.

L'hon. M. Olson: Êtes-vous aussi contre les réductions fiscales?

L'hon. M. Stanfield: Tiens, tiens! Voilà que mon honorable ami le ministre de l'Agriculture (M. Olson) est de retour à la Chambre.

M. Forrestall: Il nous quittera bientôt. Ne soyez pas dur envers lui.

M. Danforth: Il n'en sait pas plus sur la fiscalité que sur l'agriculture.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre des Finances n'a aucune raison de parler à la Chambre d'obstructionnisme au sujet d'un bill...

M. Mahoney: Il vous a vraiment atteint.

L'hon. M. Stanfield: ... à l'égard duquel on a présenté 97 amendements le 22 octobre, 28 le 29 octobre et 8 autres le 16 novembre, dont plusieurs étaient des sous-amendements. Ensuite le leader du gouvernement à la Chambre a annoncé d'autres amendements en présentant son avis de clôture, tandis que, dans son discours de vendredi, le ministre des Finances mentionnait qu'une demi-douzaine de domaines exigeraient encore d'autres amendements. Oui, dans de pareilles circonstances, il est absurde que le ministre des Finances nous accuse d'obstructionnisme. Si on songe combien pire le bill aurait été si le gouvernement n'avait été forcé de réfléchir sur certaines questions, le